

Willy Demeyer, à l'étranger pendant les inondations: "Si j'avais eu des informations plus précises, je ne serais pas parti"

Les travaux de la commission d'enquête parlementaire sur les inondations de la mi-juillet se sont poursuivis vendredi à Namur avec les auditions, en matinée, du bourgmestre de Liège Willy Demeyer (PS) et de Christine Defraigne (MR), bourgmestre faisant fonction de Liège le 15 juillet en l'absence de Willy Demeyer, parti à l'étranger.



@Michel Tonneau



Publié le 12-11-2021 à 13h54 - Mis à jour le 12-11-2021 à 20h26

Willy Demeyer, qui a été auditionné par la commission parlementaire pendant près de deux heures et 45 minutes, a d'abord évoqué l'enchaînement chronologique des faits de la phase d'alerte-inondation le 13 juillet, à la phase critique, les 14, 15, 16 juillet et à la décrue. A Liège, quelque 10.700 personnes ont été concernées à des niveaux divers, pour un total de deux décès.

Le bourgmestre de Liège a rappelé la configuration hydrographique à Liège qui comprend la Vesdre, l'Ourthe et leur confluence, la Meuse et sa confluence avec l'Ourthe, l'importance du pont-barrage de l'île de Monsin, en travaux, ainsi qu'un réseau de ruisseaux et petits courts d'eau. "Un plan intempérie existe à Liège qui a pour mission d'assurer une veille météo et de se coordonner si nécessaire au sein d'un poste de commandement sous l'autorité du bourgmestre", a indiqué Willy Demeyer. "Le 13 juillet à la mi-journée, l'IRM a lancé une alerte jaune relative à des pluies importantes dans une bonne moitié du pays. Un contact est pris entre les services concernés afin d'assurer la vigilance."

La phase provinciale a été déclenchée le 13 juillet à la suite, notamment, des inondations sur la Vesdre, alors que les équipes liégeoises étaient mobilisées au maximum sur le terrain. "Nous étions dans une phase provinciale complète et assumée et Liège était dans la situation de toutes les communes concernées. La situation était assurée par les services du gouverneur. Nous avons donc obligation d'écouter les services du gouverneur et d'appliquer le protocole en nous mettant aux côtés de ces services, avec qui nous avons travaillé en concertation, ce que nous avons de toute façon l'habitude de faire. Nous avons donc suivi les procédures."

De nombreuses questions des parlementaires ont porté sur le départ à l'étranger de Willy Demeyer le matin du 15 juillet, alors que l'IRM lançait l'alerte rouge et que Chênée était sous eaux. "C'était un voyage de quelques jours programmé de longue date", a précisé le bourgmestre de Liège, qui s'est rendu à Avignon. "J'ai pris la décision de partir sur base des informations sur le risque et sa gestion qui étaient annoncées, notamment sur la Meuse. Si j'avais eu des informations plus précises concernant la situation de l'Ourthe, je ne serais pas parti." La première échevine de Liège, Christine Defraigne, a assuré la fonction de bourgmestre faisant fonction. "J'avais demandé à Mme Defraigne d'assumer la fonction de bourgmestre du 14 à minuit jusqu'au 19 à minuit. La continuité du service était donc assurée. Après mon départ, j'ai passé beaucoup de temps au téléphone. Je sais toutefois que la présence du bourgmestre est toujours symboliquement importante. Au vu de l'évolution, je suis donc rentré le plus vite possible, le 16, et j'ai repris mes fonctions."

Christine Defraigne: "J'ai cru que Liège allait y passer"

Publicité

Christine Defraigne (MR), première échevine de Liège, a assuré le 15 juillet la fonction de bourgmestre faisant fonction de Liège, en l'absence du bourgmestre Willy Demeyer (PS), alors à l'étranger. L'élue liégeoise a évoqué vendredi, devant la commission d'enquête parlementaire sur les inondations de la mi-juillet, les moments très forts des inondations qui ont dévasté une partie de Liège. "J'ai été désignée comme bourgmestre faisant fonction du 15 au 19 juillet inclus sans précision des heures de début et de fin de ma mission", a indiqué Christine Defraigne. "Monsieur le bourgmestre m'a informée par e-mail le 14 juillet du fait que nous étions en phase provinciale et que la province gérait donc la totalité de la crise et que la phase communale devait être en appui."

La province a donné l'ordre d'évacuer Chênée le 14 vers 19 heures. Il n'y a pas eu d'ordre d'évacuation pour Angleur. Les rues, les autoroutes ont été fermées par la police. "Nous n'avons aucun pouvoir d'injonction au niveau des zones de secours qui étaient toutes gérées par le 112." L'élue liégeoise a par ailleurs précisé n'avoir reçu aucune information sur la situation de l'Ourthe.

La journée du 15 juillet a été marquée, selon Christine Defraigne, par "l'inquiétude qui portait sur la capacité du pont-barrage de Monsin, en chantier, de laisser passer, malgré les travaux, suffisamment d'eau pour protéger Liège. Certains avaient même pensé faire sauter ce pont-barrage, une option délicate qui n'a pas été réalisée et qui aurait impliqué la mise à l'arrêt de la circulation fluviale pendant des mois voire des années."

"Ma visite matinale, le 15 juillet, au pont-barrage avec le ministre Henry et le gouverneur Jamart a renforcé mes craintes", a souligné Mme Defraigne. "Le débit du pont-barrage a dépassé la limite de 750 m³ par seconde, soit 3.150 m³ par seconde, annonçant une montée des eaux de la Meuse de 1m50. J'ai pris la décision, au centre de crise, de lancer un message, notamment via Be Alert, de mise à l'abri à Liège. Il fallait protéger, permettre de partir, de monter dans les étages quand c'était possible, dans les zones en bord de Meuse ou potentiellement inondables. J'ai cru que Liège allait y passer. Les communiqués ont été faits par la police en coordination avec la province. Cette communication a été précise et formelle, au nom du principe de précaution."

Le pic des inondations était passé le 16 juillet. "La prudence est néanmoins restée totalement de mise le 16 juillet. Le bourgmestre est rentré le 16 vers 14h30 et je lui ai transmis le flambeau après une réunion